

LA VIE APRÈS ESCLARMONDE

15 Mars 2010

Au début de l'année dernière, j'éprouvais un sentiment d'urgence à considérer l'étendue de la débâcle humaine. Les sociétés, sous l'emprise de la loi d'airain de la croissance financière, soumises aux menées maffieuses des corrupteurs, perdent toute notion de partage des responsabilités, de démocratie et oscillent entre renoncement et recherche du « sauveur »...

Dans un texte intitulé « A la lumière d'Esclarmonde . La démocratie peut-elle faire l'impasse sur la culture ? » j'ai tenté de définir et expliquer la primauté de la culture dans la vie sociale. Évident ? Oh non ! Tellement de déviations et de chausse-trapes polluent le débat qu'on peut rapidement ne plus savoir de quoi l'on parle. Le sujet est pourtant d'importance, à mes yeux du moins. J'ai en effet éprouvé le besoin d'expliquer pourquoi il faut en revenir à la culture et, en corrélation, pourquoi une autonomie des régions au sein d'une Europe fédérale me semble être le seul chemin praticable pour évoluer vers des horizons moins bouchés.

Dans la situation que nous subissons, se sont depuis lors déroulées en France des élections « européennes » puis, hier, un premier tour des élections régionales. Alors que ce sont là des étapes décisives pour espérer au moins une petite évolution favorable à la démocratie, il est évident que dans leur majorité les électeurs n'y attachent aucune sorte d'importance. Moins d'un électeur sur deux s'est déplacé le 14 mars 2010 !

C'est cela qui me décide à reprendre la plume pour exprimer à la fois mon amertume et mon espoir. Une amertume de plus ou de moins, bah... Mais un espoir ? Pour qui m'a lu, pour qui me lit, il est patent que je ne suis pas un politique, mais seulement un doux rêveur... Mais que serait donc la vie sans utopie ?

Nous sommes soumis à une constante intoxication, enserrés dans l'étau des menées maffieuses des tenants du pouvoir (transparent, disent-ils !), distillée en permanence comme eau de source par des médias plus que jamais « mis aux normes ». Il s'en suit des attitudes catastrophiques dont on peut résumer les principales par des déclarations du genre de celles ci-dessous.

« Les élections, c'est une tromperie, tout est joué d'avance. On retrouve d'ailleurs toujours les mêmes...

La politique, je n'y comprends rien. Ce n'est pas fait pour moi...

Aller voter ? Pour qui, pour quoi ? De toute façon ça ne change jamais rien et je ne pourrais voter ni pour quelqu'un ni pour un programme, mais seulement « contre »...

Oui, mais le vote blanc, ça ne compte pas...

Leurs histoires de banques et de spéculation, de toute façon on n'y peut rien... Que peut-on espérer changer en votant ?

Il est bien évident que les candidats sont tous intéressés par leur carrière politique et non pas par nos problèmes... »

Et j'en oublie et probablement des meilleures. N'étant pas un politicien, je suis encore moins politologue. Cela ne m'empêche pas d'avoir moi aussi mon idée sur ce qui se passe.

Un électeur sur deux est allé à la pêche. Pauvres poissons, ils ont dû passer une dure journée ! Le centralisme maladif, qui fait de la France un pays politiquement handicapé, fait aussi que tout est invariablement ramené à Paris, au pouvoir central. Les États, jaloux de leurs prérogatives, cantonnent l'Europe dans un rôle d'enfer administratif peuplé de technocrates. Les régions n'ont jamais bénéficié d'une autonomie suffisante pour jouer leur rôle, elles sont maintenant attaquées par le pouvoir dans leurs prérogatives et leurs moyens de subsistance. Ainsi, loin du centre, plus rien ne va, ni en Europe ni dans les régions. Comment donc s'y intéresser ?

Bien, justement, tant qu'à se déplacer, allons donc « sanctionner » la mafia en place (une fois « la droite », une fois « la gauche »). On va donc voter pour l'autre (une fois « la gauche », une fois « la droite »). Mieux encore, on peut faire preuve de radicalisme et donner sa voix à celui qui crie le plus fort : celui qui, s'il accédait au pouvoir, nous supprimerait tout ce qui nous reste de libre arbitre. Les brutales déviations racistes de l'actuel gouvernement n'ont pas peu contribué au retour sur scène de ces monstres. Tous les votants ne sont pas aussi radicaux. Quelques uns veulent encore croire au charme suranné de partis qui se disent de « la gauche extrême » mais, mille fois hélas, ne sont pas plus en mesure que les autres de définir une politique (ça se passe ailleurs...) et se contentent de clamer des mots d'ordre aussi généreux que déphasés. La nostalgie ne fait pas une politique. Quoi qu'il en soit, de quelque côté qu'on se tourne, tous les « dirigeants » de tous les partis pensent d'abord à leurs sièges d'élus...

Donc quel espoir dans tout cela ? En rapport avec le texte de 2009 que j'ai déjà cité, une très agréable surprise dès les élections européennes : Europe Écologie. Voilà une association, non un parti, qui espère regrouper les bonnes volontés de tous ceux qui veulent lutter contre la corruption, pour la démocratie participative, les deux sont inséparables. Il n'y est pas question d'intriguer pour faire élire un chef suprême à la présidence de la république. Au contraire, il s'agit de faire appel à toutes les bonnes volontés, y compris de la société civile, du monde associatif, pour définir une écologie politique, non seulement continuer à lutter contre les OGM, les pollutions, etc... mais plus globalement pour réinventer une politique au service de la société. Il s'agit de définir ensemble cette politique contre les impératifs du profit (ces impératifs se passent bien de politique... la contrainte leur suffit). Il s'agit également d'exercer un soutien et un suivi de l'action des élus dans toutes les instances où ils siègent.

C'est, il faut le reconnaître, parfaitement intolérable dans le paysage « politique » traditionnel. Aussi entend-on parler des « verts », sous-entendu ce parti fantasmé, du «

parti dirigé par M. Cohn Bendit » et autres qualificatifs qui ont pour but de gommer ce qui fait l'originalité de la démarche.

Espoir donc, à voir des idées que l'on juge fondamentales émerger sur la scène sociale. Et bien sûr un travail immense à accomplir. Il s'agit ici d'une ouverture sur un avenir à construire, sans attendre qu'un homme providentiel ne fasse fructifier sa fortune sur notre dos... Europe Écologie s'est affirmé au-delà de la divine surprise d'une élection trop souvent considérée comme marginale. Mais les résultats de dimanche dernier, s'ils permettent d'espérer aller plus loin, montrent bien la difficulté qui nous attend. Partout où la dignité humaine est mise à mal, dans les ghettos de riches comme dans ceux de pauvres, EE obtient des résultats d'autant plus modestes que le fascisme y triomphe. Un immense travail d'ouverture s'impose autant qu'une lutte, qui sera fatalement procédurière, contre la prévarication. De plus, ce rassemblement de bonnes volontés doit aussi se structurer. Non pas en parti de la Vème république avec son idéologie, ses chefs, ses dictats, mais en structure ouverte à la diversité et à la confrontation constructive. Et puis cela donne un sens plus global à la revendication d'autonomie régionale portée depuis de nombreuses années par les formations de R. & P. S. Il y a là un terrain à explorer.

Que de défis attendent les militants d'EE ! Une chose est sûre, ce n'est pas une de ses personnalités qui sera élue à la présidence de la république en 2012 ! Mais n'est-ce pas tant mieux ? En attendant, n'est-il pas alléchant de tenter le coup, d'apporter un air nouveau dans toutes ces instances élues qui sentent si fort le renfermé ?

*

20 Décembre 2014

Qui dira enfin que le roi est nu ?

Europe Ecologie... Au moins deux raisons essentielles de reprendre courage en 2010. La première est la volonté de ne pas entrer dans ce « système » politique qui a largement dépassé ses limites de validité. La seconde est cette volonté affirmée de lutter résolument contre la corruption, donc contre les lobbys si difficiles à distinguer des maffias. Les deux raisons sont d'ailleurs, au fond des choses, totalement liées.

Avec le recul, on voit bien que trop peu de gens étaient conscients de cet enjeu : la situation n'était pas encore « mûre »... Et puis, les Verts (pour moi, trop souvent un adhérent des Verts = un parti Vert, le seul qui ait raison...) ont globalement repris les commandes, ce qui éliminait la difficulté de savoir comment on allait faire de la politique hors du système des partis. La création d'EELV a signé la disparition d'Europe Écologie, l'évanouissement du beau rêve.

On en est donc revenu à la situation de 2010, en pire : tout continue à se dégrader, la « classe politique » mondiale est faite de technocrates obtus, au service des lobbys, qui

prennent bien soin de nous ravalier au rang d'ectoplasmes décérébrés, inaptes à la moindre réflexion, tout juste capables d'avalier la potion magique qui perpétue leur domination. Cette potion magique, administrée avec persévérance, a pour nom « la croissance », cette chimère dont un économiste, plus critique, a dit à peu près : « Celui qui croit que dans un système fini peut se développer une croissance infinie, est soit un fou, soit un économiste ». Ce paradigme de la croissance comme moteur essentiel de la vie, s'appuie sur trois croyances dont la conjonction produit des dégâts « collatéraux » immenses : c'est l'avenir du vivant, de l'humanité qui est en jeu, si ce n'est aussi celui de la planète.

La première de ces croyances est celle du pouvoir entendu comme pouvoir de domination. L'Homme est un loup pour l'Homme... Sauf que dans le cercle intime et au niveau local cette affirmation est, sauf dérèglement psychologique, toujours prise en défaut. Le pouvoir, c'est d'abord la possibilité d'agir, de prendre des initiatives, dans un contexte de partage, d'autogestion, dans le respect d'autrui et de sa différence. Ce pouvoir d'action peut même se réorienter, s'abandonner s'il ne correspond plus à l'intérêt commun, sans faire de cela la déchéance individuelle générée par l'abus d'autorité.

La seconde de ces croyances est la rareté. En fait est rare ce qui est le privilège de quelques uns. Depuis Malthus cette métaphore de la rareté est devenue un principe de base... La planète ne peut produire en quantité suffisante pour satisfaire les besoins de tout le monde et ceux qui détiennent le pouvoir peuvent se permettre de se servir la plus grosse part du gâteau... Ainsi, pendant que les uns gaspillent inconsidérément, les autres, la majorité, vont jusqu'à mourir de faim. Or, l'estimation des ressources naturelles (il ne s'agit pas ici prioritairement de gaz ou de pétrole) permet d'estimer que la planète est capable de fournir l'alimentation de cinq fois la population actuelle, une fois le gaspillage éliminé. Mais on parle là d'une abondance totalement occultée par le paradigme de la croissance. C'est là que se révèle l'importance fondamentale des innovations sociales qui, de plus en plus, permettent à des groupes humains vivant en dessous du seuil de pauvreté, de subsister. L'économie sociale et solidaire mais aussi les monnaies locales et les programmes de microcrédit entre autres, en opposition avec le paradigme de la croissance (à base financière), permettent à ceux qui y ont accès d'éviter de mourir de misère.

La troisième croyance est celle de la responsabilité limitée. On a envie de dire l'irresponsabilité. La plupart des gens se sentent naturellement responsables dans leur environnement local : la famille, le quartier, la ville et même quelques fois le pays. Mais ils oublient trop souvent que, depuis toujours, nous dépendons tous les uns des autres et, dans le contexte actuel, de façon de plus en plus aigüe. Hélas, si on en revient au principe de la rareté, il est évident que notre responsabilité est celle d'assurer à notre petit monde la satisfaction de ses besoins. Les « autres » n'ont qu'à en faire autant, n'est-ce pas ? L'exclusion de plus en plus massive, la dramatique fuite par l'émigration coûte que coûte, ne posent problème à personne, et surtout pas à ceux qui exercent le pouvoir.

On n'entrera pas ici dans les détails de ces implications pouvoir – rareté – responsabilité limitée qui nous mèneraient trop loin dans ce cadre, d'autant que d'autres l'on fait avec talent. Simplement on voudrait insister sur l'urgente nécessité de changer de paradigme. Tout le monde, ou à peu près, reconnaît qu'on survit dans un système bloqué, inefficace et dangereux. Oui, mais alors que faire ? Même si l'on n'a pas idée des moyens à

mettre en œuvre pour tout changer, on se rend bien compte qu'il n'est que temps de considérer l'Humanité dans son devenir et donc nécessairement en relation avec son environnement. Ho ! Les belles et puissantes paroles ne manquent pas ! On célèbre périodiquement de grandes messes mondiales pour décider enfin des mesures à prendre ensemble pour améliorer la situation. Chaque fois les intérêts primordiaux, ceux des lobbys, et de leur croissance financière, ne permettent aux puissants (« croissance », croissance, croissance...) qu'un seul point d'accord : il est urgent d'attendre... En cause (puissance, rareté, irresponsabilité), la trop « juteuse » priorité accordée à la spéculation financière, unique objet de la croissance.

Depuis les glaciers qui fondent à grande vitesse jusqu'aux citoyens qui se suicident politiquement en rejoignant par dépit borné les rangs de la pire réaction, tout indique que le temps presse. D'où l'importance fort heureusement de plus en plus souvent accordée à l'écologie.

Inculture... cultivée, mauvaise foi, révolte, notre quotidien est semé d'embûches qui font que tout concept exposé sur la place publique est aussitôt soumis aux interprétations les plus radicalement opposées. Il ne se passe pas de jour sans qu'une manifestation légitime, raisonnée et pacifique ne se termine par l'attaque de « casseurs » qui tentent d'en dévier le sens premier. C'est, semble-t-il, la même chose pour les prises de position publiques qui croulent sous le poids des interprétations les plus négatives. Je n'ai pas ici la prétention de porter ma modeste réflexion sur la place publique, mais je me sens tenu de prendre quelques précautions.

Pour moi l'écologie ne se limite pas à une étude scientifique des mécanismes naturels sans suffisamment prendre en compte le fait que la Nature n'est pas sauvage puisque partout on y trouve l'Homme. Cette étude est indispensable, fondamentale, mais n'est qu'un aspect de notre problème et je crains de me trouver confronté à des intégristes de l'écologie dont l'action militante tendrait à protéger la Nature contre l'Homme. La question serait ainsi regrettablement tronquée, d'autant que de plus en plus souvent la forfaiture, le délit d'initiés, exercés par le pouvoir entraînent des réactions déraisonnables.

Il est bien évident qu'à l'inverse, se préoccuper de l'Homme en faisant de l'écologie un supplément d'âme, c'est un égal danger : à la limite, on peut conclure que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible, profit, croissance, obligent. Non, l'écologie raisonnée est politique : c'est l'affaire de tous. Elle doit se soucier du bien-être de l'Homme et en même temps de la préservation de la Nature. Les deux sont des aspects d'une même problématique. Cela ne peut se réaliser qu'en changeant totalement de paradigme, puisque la déesse Croissance porte grand préjudice et à l'Homme et à la Nature.

On n'avancera dans cette voie que dans la mesure où se produit une évolution significative des mentalités, conduisant à ne plus admettre comme parole d'évangile les âneries assassines qu'on nous répète à longueur de journée. Comment ne pas se rendre compte que le pays le plus « puissant » de la planète, celui qui commande tout, est de loin le plus endetté ? Comment ne pas se rendre compte de ce que les pays européens ayant réussi à surmonter la « crise » bancaire se trouvent face à des inégalités intolérables, sans croissance (sauf peut-être financière) ni emplois ? Comment ne pas se rendre compte que

tous les puissants de la planète à la fois ne parlent que de croissance et estiment de bon ton de parler aussi d'écologie (prochaine grand messe : Paris, fin 2015) ? Les deux sont pourtant si antinomiques ! Sur le plan d'une politique réaliste, qui serait applicable tout de suite, les projets existent. Je conseillerais à ce sujet la lecture du livre de Yannick Jadot , le dernier que j'aie lu, paru au début de l'année.

La constatation qui s'impose de plus en plus est que la contrainte, comme nous la connaissons hélas trop bien, a fait son temps. Il est urgent de remplacer la domination des lobbys par la participation de tous et donc de chacun. Pour en arriver là nous avons besoin d'un grand élan d'éveil des consciences qui ne se produira pas par la seule volonté d'un providentiel « sauveur », un dieu en quelque sorte, mais par le travail de chacun d'entre nous. Cela est envisageable uniquement si l'on se rapproche des instances de décision pour mieux participer. D'où la nécessité de penser au plan local d'abord. Il ne s'agit pas là d'appeler à l'enfermement mais bien de souligner le rôle fondamental dévolu à la fédération face à une mondialisation que l'évolution humaine rend inévitable. Et à cette échelle c'est l'Europe qui doit être fédérative, à condition que les Etats qui la composent soient eux-mêmes des fédérations de régions.

Fédération, l'un des termes les plus ambigus que l'on puisse imaginer, et cela depuis longtemps en France. Certes, la fête de la Fédération fut célébrée à Paris, au Champ de Mars, le 14 juillet 1790. La foule s'était réunie autour du roi et des députés. D'ailleurs, cette fête ne fut célébrée qu'une seule fois et la République une et indivisible n'a fait qu'aggraver le non-sens. Parce qu'il y avait au fond dans cette notion de fédération la promesse d'un gain d'autonomie, le pouvoir républicain, quelle que soit sa couleur, l'a toujours fermement combattue. Cité par Gérard de Sède , le félibre Paul Arène écrivait en 1871 cette phrase d'une actualité criante :

« Compter pour le triomphe de l'idée fédérale sur un vieux parti quel qu'il soit serait mettre dans le même lit une jeune fille et un cadavre, et en attendre des enfants. »

Le concept de Souveraineté est inhérent au concept d'Etat alors que le concept de Fédération est étranger aux catégories étatiques . Aussi longtemps qu'on partira de l'Etat pour cerner le concept de Fédération comme union souveraine d'Etats, on se heurtera à une impossibilité logique. Si les Etats membres doivent demeurer souverains, cette souveraineté est effectivement anéantie parce que divisée. Ou bien c'est la Fédération qui est souveraine et les Etats-membres ne sont plus des Etats, puisque soumis à une autorité supérieure.

En fait, une forme fédérative est une union d'Etats librement consentie (Montesquieu, déjà...). Le pacte fédératif est une opération à la fois contractuelle et fondatrice d'une nouvelle Institution. Donc si une Confédération d'Etats naît d'un acte contractuel, une Fédération d'Etats, par contrat librement consenti, relève aussi d'une Institution. Réunir des Etats, n'est-ce pas de l'impérialisme ? La Fédération n'est en rien une agrégation d'Etats par l'action d'une puissance contraignante. Même si l'on peut imaginer que, dans une Fédération stable, les régimes politiques des Etats-membres auront tendance à s'harmoniser, le libre consentement n'est en rien la contrainte, mais il exclut le chauvinisme guerrier. D'autant qu'il existe bien une culture européenne. Mis à part l'impérialisme bancaire, les empires ne sont plus de mode.

C'est ce type de considérations qui fait tout l'attrait du fédéralisme, lequel doit éliminer le pouvoir de contrainte pour adopter un fonctionnement consensuel. Cet aspect consensuel est fondamental car c'est lui qui doit permettre la participation de chacun à son niveau pour éviter le parachutage de décisions aveugles « d'en-haut ». Le pacte fédératif repose ainsi sur ce qui se passe à la base et implique donc l'élaboration d'autonomies régionales tout simplement diamétralement opposées à un « enfermement identitaire ». En effet, la participation de tous est antinomique du rejet, du repli et à fortiori de l'exclusion. C'est cela que les pouvoirs étatiques refusent de considérer, car c'est leur aire de pouvoir qui est ainsi atteinte. Actuellement l'Europe n'est même pas une Confédération viable, gouvernée qu'elle est par les luttes d'influence des petits chefs étatiques qui ne lui laissent que la possibilité d'édicter des normes hors des réalités, si souvent imposées au seul bénéfice des lobbys.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines ! Mais, lentement, les choses évoluent. L'Humanité n'est pas aussi déshumanisée que ne veulent nous le faire croire tous les spécialistes et décideurs, à Davos ou ailleurs. Ce qui importe est de se débarrasser des œillères de la « croissance » et d'imaginer ce qui peut faire participer chacun, ce qui peut restituer la dignité humaine.